

Indéniablement, après les différentes crises des années 1990 (le Mexique en 1994 et son «effet tequila», le Brésil en 1999, l'Argentine en 2001, l'Uruguay en 2002), les économies latino-américaines ont enregistré une expansion importante, malgré un certain ralentissement durant la période postérieure à la crise mondiale de 2008. Ce scénario de croissance économique soutenue et la «vague rose» des gouvernements «progressistes» a posé à la gauche un problème politique différent de l'affrontement avec le néo-libéralisme. Cet article du chercheur [Juan Grigera](#) aborde – et critique – les interprétations les plus fréquentes de l'évolution et des transformations qu'ont connues les économies latino-américaines, et l'Argentine en particulier. Juan Grigera est docteur en Histoire économique et enseignant-chercheur à l'Université de Quilmes (Argentine), il a notamment coordonné l'ouvrage : Argentina después de la convertibilidad (2002-2011), Imago Mundi : Buenos Aires, 2013.

Premièrement, nous analyserons dans ce bref article, le discours officiel portant sur la croissance économique en Amérique Latine. Celui-ci affirme que la fin des politiques du «Consensus de Washington», au début de ce siècle, a fait place à un autre «modèle de développement», caractérisé comme «néo-développement» ou parfois à un régime d'accumulation productive avec intégration sociale, fréquemment axé sur la «réindustrialisation» comme objectif prioritaire des nouvelles politiques étatiques. Ce régime est caractérisé comme une réussite, responsable du redressement économique et de la création d'emplois.

Nous présenterons ensuite deux versions alternatives à ce récit « populiste ». D'une part, une perspective basant sa critique sur les limites de ce type de croissance durant cette période: elle reconnaît une certaine croissance industrielle, mais relève la non-existence d'un changement structurel par rapport aux années 1990 et le fait qu'«il n'y pas eu de développement». D'autre part, une vision selon laquelle, en Amérique latine, l'accumulation n'a cessé de se structurer autour des activités d'extraction, dans un processus de reprimarisation, baptisé par certains «Consensus des commodités».

Pour conclure, nous signalerons que ces trois visions du post-«Consensus de Washington» reposent toutes sur un mythe fondateur commun, un ensemble de présupposés idéologiques et théoriques sur le rôle de l'industrie dans le capitalisme contemporain qui s'avère, dans tous les cas, anachronique et fallacieux. Cet article dévoilera donc la grammaire industrialiste qui agite la syntaxe du populisme latino-américain, pour affirmer la nécessité d'une construction théorique et politique alternative et indépendante.

Le néo-développement ou «l'accumulation productive avec intégration sociale»

Un axe central du récit de nombreuses gestions gouvernementales progressistes latino-américaines, est la mise en œuvre depuis 2003 d'un «processus de développement économique avec intégration sociale», «faisant un énorme effort pour réindustrialiser le pays, afin de contrecarrer la désindustrialisation survenue durant la dictature». En Argentine, le ministre de l'Economie affirme par exemple que «nous réindustrialisons l'économie nationale à des taux inédits dans l'histoire. (...) Le PIB industriel par tête est supérieur de 92,5 % au-dessus de celui atteint en 2002 et de 35,9 % atteint durant la convertibilité en 2007. Cela signifie une inversion de la structure productive argentine».¹ Cette supposée reconfiguration du tissu productif aurait «positionné l'industrie comme un facteur dynamisant la production et l'emploi», fondamentalement à partir de la politique active d'avoir un «dollar cher», c'est-à-dire un type de change «compétitif», qui a permis de remplacer les importations dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre et certaines exportations.² Ainsi, ces deux éléments (superavit commercial et restructuration de la dette) offriraient les conditions nécessaires pour surmonter les crises classiques de la balance des paiements du modèle de l'ISI (Industrialisation par Substitution d'Importations), qui donnaient lieu à ce que l'on a connu sous la dénomination de cycles « stop and go».

La majeure partie de ces arguments est pourtant extrêmement faible. Nombre de ses affirmations ne reposent que sur le choix arbitraire des années de comparaison (par exemple, en insistant sur la récupération de divers indicateurs, mais par rapport aux pires années de la crise), ou ignorent délibérément de nombreuses caractéristiques du phénomène – par exemple, en ignorant les effets de l'inflation ou en soulignant la création d'emplois sans détailler leurs caractéristiques, comme les records historiques d'emplois au noir.³ De son côté, l'innovation dans le secteur industriel par rapport à la décennie antérieure est bien moins significative que ne l'affirme ce diagnostic. Pour prendre l'exemple argentin, la participation de l'industrie au PIB a augmenté d'un modeste pourcentage de 2002 à 2004 (il a passé de 15,4 % à 16,6 % en valeur constante), mais pour 2008 cette participation se situe à nouveau au-dessous des chiffres de 1997 (leur valeur courante est similaire avant et après la convertibilité, à l'exception de la période de crise et de récupération, 1998-2005, probablement en raison des changements de prix relatifs durant la dévaluation). Les niveaux d'investissement, l'élasticité emploi-produit et le poids relatif des distinctes branches ne présentent pas de changements significatifs, dans une structure productive nationale indubitablement dominée (comme toute économie contemporaine) par le secteur des services. Dans la création d'emplois (une caractéristique politiquement sensible par rapport aux années 1990), l'apport de l'industrie manufacturière est notoirement moindre que celle du secteur des services et de la construction, et pratiquement insignifiante après 2007.

Reconnaissant ces faits, certains tentent de défendre une version plus élaborée de l'argument selon lequel nous assisterions à une croissance industrielle nouvelle. Ils tentent d'identifier un ensemble de branches industrielles «dynamiques», qui auraient montré une croissance supérieure à la croissance moyenne du secteur. Ainsi, ils découvrent un caractère distinct de la post-convertibilité argentine dans l'existence d'autres branches dynamiques: textile, verre, chaussure et électroménager, parmi d'autres secteurs de moindre poids.⁴ Le résultat n'est pas plus stable: après 2007, la liste des branches dynamiques est redevenue celle des années 1990.

Réindustrialisation, mais sans «développement»

Bien qu'il existe quelques failles dans cette brève synthèse des arguments développés par les adeptes d'un processus de réindustrialisation, il est certain qu'un autre groupe d'auteurs estiment positive la croissance du secteur manufacturier (au-dessus de la moyenne annuelle du PIB durant quelques années), mais soulignent les limites de cette croissance plutôt que ses bienfaits.

Ainsi, ils estiment que la réindustrialisation est «quantitativement et qualitativement réduite», car elle n'est pas devenue la colonne vertébrale de croissance, elle manque d'ampleur dans la répartition par branche et l'enchaînement «en avant» ou «en arrière», par conséquent elle est technologiquement dépendante, et ne contribue pas essentiellement à la croissance de l'emploi.⁵ Ces critiques du modèle existant estiment que la politique tarifaire a des objectifs à court terme (réagir aux tensions de la balance commerciale), au lieu de procéder à un diagnostic stratégique nécessaire combinant la protection par des subventions et le contrôle d'un plan d'investissement à long ou moyen terme. Les problèmes non-résolus dans la structure productive du pays et la superficialité dans le degré de substitution des importations, auxquels s'ajoutent les pressions inflationnistes, visent, dans cette critique, l'insuffisance du type de change compétitif comme mesure de politique économique et la demande urgente d'un «plan industriel» constatant ces manques pour y remédier.

Reprimarisation et extractivisme

Une autre source importante de critiques aux modèles d'accumulation durant la post-convertibilité provient de ceux qui identifient une tendance des gouvernements progressistes latino-américains à favoriser divers types d'activités extractives (comme la mine et le pétrole, mais aussi l'exploitation du soja ou l'usage intensif des ressources naturelles).

Ce «mode d'accumulation extractive» – extractivisme ou néo-extractivisme – consisterait en un retour à la pratique coloniale d'extraction des ressources naturelles, mais aujourd'hui à plus grande échelle, marquée par des nouveautés technologiques (comme la mine à ciel ouvert ou l'agro-business) et la redistribution

limitée d'une partie de la rente pour obtenir le consensus social.⁶ Bien qu'il soit, dans de nombreux cas, le produit de la maturation d'investissements antérieurs et de changements dans la législation introduites lors des réformes néolibérales, l'augmentation du prix des *commodities* depuis l'an 2000 aurait intensifié cette tendance au point que «dans l'étape actuelle du capitalisme (...) prévaut un processus d'accumulation par dépossession opposé à ce qui constituait traditionnellement le processus d'accumulation expansif du capital».

Outre la dénonciation du caractère expropriatoire de cette extraction, cette thèse se nourrit du cadre de la dépendance en affirmant que les pays de la périphérie se sont (re)convertis en pourvoyeurs prédominants de matières premières et que le tiers-monde, une fois de plus, s'insère dans le marché mondial comme fournisseur d'espaces et de territoires ruraux pour l'extraction d'hydrocarbures, de minéraux, de biodiversité et d'aliments, selon la classique division internationale du travail dénoncée dans les années 1950-1960.⁷ La thèse de l'extractivisme a fonctionné effectivement comme diagnostic pour de nombreux mouvements de protestation et de résistance à l'installation de mines, à l'exploitation pétrolière, à l'expansion des frontières agraires et d'autres conflits autour de l'utilisation du territoire et des biens communs.

Néanmoins, ce type de diagnostic surdimensionne l'importance des exportations du secteur primaire en général, et l'importance de celui-ci dans la dynamique d'accumulation en particulier. Malgré son indéniable valeur explicative pour des enclaves spécifiques, comme caractérisation générale de la période, il est insuffisant. Le poids relatif du secteur minier et des hydrocarbures est bien moindre que celui du secteur manufacturier dans le PIB et, dans le cas des exportations, sa structure reste quasi-identique à celle des années 1990, si nous tenons compte des changements dans les prix relatifs. Il est démesuré -et même absurde de généraliser- l'accumulation par dépossession en la considérant comme dominante par rapport aux autres mécanismes d'accumulation. Se borner à en dénoncer exclusivement la violence explicite dans quelques cas d'expropriation, ne fait que naturaliser les droits de propriété sur lesquels se base l'exploitation. Pire, par moments, l'extractivisme combine les conclusions de la théorie de la dépendance (et son étroite conception du développement et de la modernisation comme une forme spécifique d'industrialisation) avec la plus récente littérature ultraconservatrice de la «malédiction des ressources naturelles» (Sachs, Collier, Acemoglu ou Robinson) : cette littérature affirme par exemple qu'«une économie basée exclusivement sur l'exploitation des ressources naturelles approfondit le sous-développement et génère des démocraties de basse qualité ».⁸

Les activités extractives sont critiquées parce que le capital extractif est étranger, parce qu'il ne génère pas de développement local (il n'est pas intégré), parce qu'il génère peu d'emplois et s'oriente d'avantage vers l'exportation que vers la demande intérieure. Cette critique au modèle de la post-convertibilité reprend la vision romantique de l'industrie et, manquant d'une vision holistique du capitalisme, ne réussit pas à en faire une critique intégrale.

La désindustrialisation et l'utopie industrialiste

Ce tour d'horizon des principales approches sur les modèles d'accumulation en Argentine après la convertibilité, nous montrent un noyau commun que les gauches anticapitalistes doivent remettre en question. Quel est ce mythe de base, commun à tous ces diagnostics ? Une utopie industrialiste, utopie qui a forgé l'agenda politique de nombreux mouvements durant le demi-siècle écoulé. S'il s'agissait à un moment d'une «utopie possible», le développement du capitalisme l'a transformé en un anachronisme incommode.

Un premier élément commun, sous-jacent tant à la défense de la «réindustrialisation» qu'à ses critiques, réside dans ce que nous devrions appeler une «version politiciste» de la désindustrialisation en Amérique latine. Selon cette analyse, le processus de désindustrialisation découle d'un plan de destruction de l'industrie, en opposition aux objectifs de développement d'une (faible) bourgeoisie nationale. Ainsi, les transformations mondiales dans la structure industrielle furent, dans le cas des économies latino-américaines, l'interruption volontaire de l'ISI (industrialisation par substitution d'importations) et donc du processus d'industrialisation, considéré comme synonyme de développement économique. Cette mythologie embellit encore aujourd'hui le «paradis perdu» du développement industriel national et occulte

le caractère classiste du programme de réformes, en victimisant les victimes (la bourgeoisie nationale apparaît donc comme victime de l'énorme restructuration capitaliste postérieure à la décennie 1970).

Cette version particulière de la désindustrialisation a masqué, en les présentant comme des choix spontanés (par exemple, l'opposition entre bourgeoisies financière et manufacturière), les énormes transformations historiques et irréversibles du secteur industriel dans le monde entier et les tentatives de réponses de la classe ouvrière. Ce diagnostic fut pratiquement hégémonique dans les secteurs de résistance au cycle néolibéral et, de cette manière, la «réindustrialisation» devint le programme politique immédiat d'un large secteur voulant contrecarrer les conséquences dévastatrices de ce combat de classe que fut le néo-libéralisme.

En somme, le duo désindustrialisation/réindustrialisation confond tout d'abord la nature du processus de désindustrialisation. La majeure partie des traits de la désindustrialisation dans les pays latino-américains sont communs à toutes les économies nationales du monde:

- expulsion systématique de travailleurs et de travailleuses de la production comme conséquence des augmentations soutenues de la productivité et de la tercérisation des tâches ;
- abandon de la stratégie d'intégration verticale remplacée par une internationalisation de la production selon ce qu'on l'a dénommé «les chaînes globales de valeur» ;
- relocalisation des tâches peu qualifiées dans les «maquiladoras» ;
- déclin relatif du produit industriel dans le PIB grâce aux changements des prix relatifs.

Les critiques de la «réindustrialisation» relèvent que la situation entre 2002 et 2005 ne doit pas être confondue avec un processus de croissance du secteur manufacturier. En effet, cette situation correspond à une conjoncture particulière de dévaluation et de grande capacité oisive accumulée et ces mêmes critiques relèvent avec raison que les caractéristiques structurelles de l'industrie actuelle sont celles-là même forgées dans les années 1990. De cette manière, ils signalent le nœud de leur propre problème d'interprétation, en s'enferrant - comme dans le point de vue «Personne n'est coupable» - dans leurs propres contradictions pour tomber de douze étages: si la croissance industrielle actuelle se fonde sur la restructuration productive de la décennie passée (par exemple, les investissements en biens d'équipement et la fermeture de quelques branches), alors la «désindustrialisation» aura difficilement été la destruction systématique du secteur manufacturier. Raison pour laquelle, nous ne devons pas être surpris par le fait que les «branches dynamiques» soient les mêmes avant et après 2001, et que cette croissance ne se traduise pas par une croissance significative de l'emploi. Il ne faut pas s'attendre à ce que ce processus entraîne des améliorations dans la distribution du revenu ou un développement «intégré». Ces limites ne correspondent pas au manque d'un «plan industriel», car l'Etat peut difficilement supplanter les caractéristiques structurelles de la manufacture dans le capitalisme contemporain.

L'idéal extractiviste partage aussi (dans de nombreux cas) cette espérance d'un développement industriel «non-dévastateur», en dénonçant la reprimarisation ou la «malédiction des ressources naturelles» comme problème majeur du développement argentin et en reprenant les arguments de la dépendance, pour insister sur la place qu'occupe ce pays dans la division internationale du travail. D'autre part, la modification des termes de l'échange affaiblit le vieil argument selon lequel s'industrialiser était une nécessité pour sortir du cercle vicieux de l'échange inégal. Par ailleurs, la critique aux processus réitérés d'accumulation originelle s'avère quelque peu paradoxale, lorsqu'elle s'accompagne d'un agenda développementiste (que présuppose le développement capitaliste). En surdimensionnant le caractère expropriatoire, elle approfondit en outre la séparation entre les conflits relatifs aux avancées du capital vers de nouveaux territoires et les conflits «traditionnels» capital-travail.

Dans cet inventaire des explications «progressistes»⁹ relatifs à l'industrie et à l'accumulation du capital, nous avons identifié un noyau commun du récit officiel et de certaines de ses critiques.

Les trois récits présentés dans cet article peuvent être identifiés par le fantasme de l'industrialisation comme promesse d'un développement inclusif. Ils se basent sur cette fantaisie et sur l'absence d'une perspective posant le problème de classe et d'exploitation et reconnaissant le rôle restreint de l'industrie manufacturière dans la croissance économique. Ces changements, qui correspondent à des transformations dans la forme d'insertion des économies latino-américaines dans le marché mondial doivent être signalés comme tels, plutôt que comme produit de décisions politiques autonomes. Il faut signaler que, malgré le fait de continuer à adopter l'orthodoxie néolibérale, le Mexique, la Colombie ou le Chili ont connu des changements similaires à ceux de la «vague rose» et ont aussi surmonté la crise du *credit crunch*, sans grands soubresauts.

La fin du cycle néolibéral en Amérique latine a débouché sur un retour du vieux développementisme, dont la productivité politique ne cesse de surprendre. Comprendre les rudiments de la dynamique du capitalisme dans les contextes nationaux de la région et la constitution de politiques pour la gauche anticapitaliste et pour la classe travailleuse exige de critiquer en profondeur les présupposés des utopies développementistes (industrialisatrices ou d'un autre type). Proposer de véritables alternatives tant au néolibéralisme, qu'aux issues nationalistes, exige un large effort de critique en termes de luttes de classes, perspective quelque peu « décolorée » après l'expérience des fronts communs antilibéraux dans les années 1990. Mais, dans tous les cas, les réalités que nous affrontons et les résistances que nous construisons ne font que réenouer la nécessité de lutter pour l'émancipation des exploités face à la barbarie de ce système.

Traduction de l'espagnol (argentin) par Guido Gonzalez et Hans-Peter Renk.

Illustration : Martin St-Amant - Wikipedia - CC-BY-SA-3.0

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑**1** La Nación, 17 avril 2012.
- ↑**2** Narodowski, P. & Panigo, D., 2010. «El nuevo modelo de desarrollo nacional y su impacto en la Provincia de Buenos Aires», Cuadernos de Economía, Nro 75, p. 16.
- ↑**3** Concernant l'Argentine, certaines de ces critiques peuvent être consultés in: Grigera, J. (ed.), 2013, *Argentina después la convertibilidad (2002-2011)*. Buenos Aires: Imago Mundi.
Nous nous référons au Centre d'études pour le développement argentin (CENDA), think-tank du gouvernement argentin, auquel appartiennent l'actuel ministre de l'Economie et une grande quantité de fonctionnaires argentins. CENDA, «El nuevo
- ↑**4** régimen macroeconómico y el sector industrial (2002-2009): continuidades y rupturas con la convertibilidad», in: *La anatomía del nuevo patrón de crecimiento y la encrucijada actual: la economía argentina en el periodo 2002-2010*. Buenos Aires: Atuel / Cara o ceca, 2010, pp. 257-288.

-
- ↑ **5** Azpiazu, D. & Schorr, M., 2010. *Hecho en Argentina. Industria y economía, 1976-2007*. Buenos Aires: Siglo XXI-FLACSO.
- Gudynas, E., 2009. «Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo. Contextos y demandas bajo el progresismo sudamericano actual», in: *Extractivismo, política y sociedad*, caap/claes, Quito.
- Par exemple : Prada Alcoreza, R., 2012. «El círculo vicioso del extractivismo», in: G. Massuh, ed. *Renunciar al bien común*. Buenos Aires: Mar Dulce, pp. 157-189; ou Svampa, M., 2012. «Consenso de los commodities y megaminería», *América Latina en Movimiento*, (473), pp. 5-8.
- ↑ **7**
- ↑ **8** Giarraca, N., 2012. «Tres paradojas para repensar la política», in: G. Massuh, ed. *Renunciar al bien común*. Buenos Aires: Mar Dulce, p. 232
- ↑ **9** Le contexte latino-américain ne rend pas nécessaire la démonstration des failles et limites de l'explication libérale.